

7. Capacité/besoin de financement

- En 2011, le solde du secteur des administrations a été négatif (emprunteur net) dans 24 pays sur 32. L'Irlande et les États-Unis ont été emprunteurs nets à hauteur de 10 % du PIB. En revanche, la Norvège a été prêteur net (solde positif) à hauteur de 13,6 % du PIB.
- Le secteur des ménages et des ISBLSM a été prêteur net dans 24 pays sur 28 en 2011.

On parle de capacité de financement si le montant est positif, et de besoin de financement si le montant est négatif. Ce poste reflète le montant des actifs financiers disponibles pour être prêtés, ou nécessaires pour emprunter, afin de financer toutes les dépenses (consommation, formation brute de capital et transferts en capital) au-delà du revenu disponible. Pour comprendre son importance en tant que notion économique, il suffit de savoir que la capacité/ le besoin de financement est l'un des deux critères (avec un ajustement additionnel pour refléter les flux nets de paiements des intérêts résultant des accords de swap et les accords sur les taux à terme) de déficit excessif figurant dans le Traité de Maastricht et utilisé par la Commission européenne pour apprécier la qualité et la viabilité des finances publiques.

Définition

La capacité ou le besoin de financement peut être mesuré de la même façon en tant que solde comptable soit dans le compte de capital, soit dans le compte des opérations financières. On peut donc le calculer comme l'épargne moins les acquisitions plus les cessions d'actifs non financiers plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer. Il est également possible de le mesurer comme la différence entre l'acquisition nette d'actifs financiers et l'accroissement net des passifs. Les actifs (et passifs) financiers comprennent : l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux, le numéraire et les dépôts, les valeurs mobilières, les actions et autres participations, les réserves techniques d'assurance (y compris les droits des ménages sur les fonds de pensions, voir les sections 6, 7 et 8) et les autres comptes à recevoir ou à payer (par exemple les crédits commerciaux et les avances au titre de travaux en cours ou à entreprendre).

Bien que ce poste puisse être calculé selon l'une ou l'autre méthode, il est important de noter que dans la pratique, parvenir à cette équivalence est l'une des tâches les plus ardues de l'établissement des comptes nationaux.

Un autre élément mérite d'être souligné dans ce contexte : il s'agit des actifs ou passifs éventuels. Il existe de nombreux types d'accords financiers contractuels qui ne donnent pas lieu

à une obligation inconditionnelle de procéder à des paiements ou de fournir d'autres valeurs. Ces « actifs ou passifs éventuels » ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs financiers dans le SCN. Si un événement se produit (or, par définition, un actif ou passif éventuel peut très bien ne pas se concrétiser) et que la survenue de cet événement entraîne par exemple des opérations sur actifs financiers, celles-ci sont comptabilisées selon la méthode habituelle. Une autorisation de découvert bancaire constitue un exemple simple d'actif ou passif éventuel. L'existence de l'autorisation de découvert ne crée pas forcément un actif (pour la banque) ou un passif (pour le titulaire du compte). En revanche, tout emprunt effectué ensuite en vertu de cette autorisation aura pour effet de créer un tel actif ou passif financier.

Comparabilité

D'une manière générale, la comparabilité des statistiques portant sur la capacité ou le besoin de financement est bonne, en particulier pour les pays de l'UE. Cela dit, la difficulté que les pays ont à rapprocher les deux méthodes de mesure donne une indication sur la prudence requise. C'est peut-être au niveau sectoriel que la comparabilité, ou plutôt la prudence nécessaire lors de l'interprétation des données entre pays, pose le plus de problèmes. Là encore, il ne s'agit pas au fond d'une question de différences d'ordre conceptuel, mais de différences réelles entre les catégories d'établissements inclus dans les secteurs institutionnels : par exemple, dans certains pays, les hôpitaux ne sont pas inclus dans les administrations publiques – voir aussi la section 14.

Source

OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/22214364>.

Base de données en ligne

OCDE (2013), « Comptes nationaux détaillés : Comptes non financiers simplifiés », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00010-fr>.

Pour en savoir plus

Eurostat (2002), *Manuel SEC95 pour le déficit public et la dette publique*, Communautés européennes, Luxembourg.


Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Tableau 7.1. Capacité/besoin de financement par secteur institutionnel

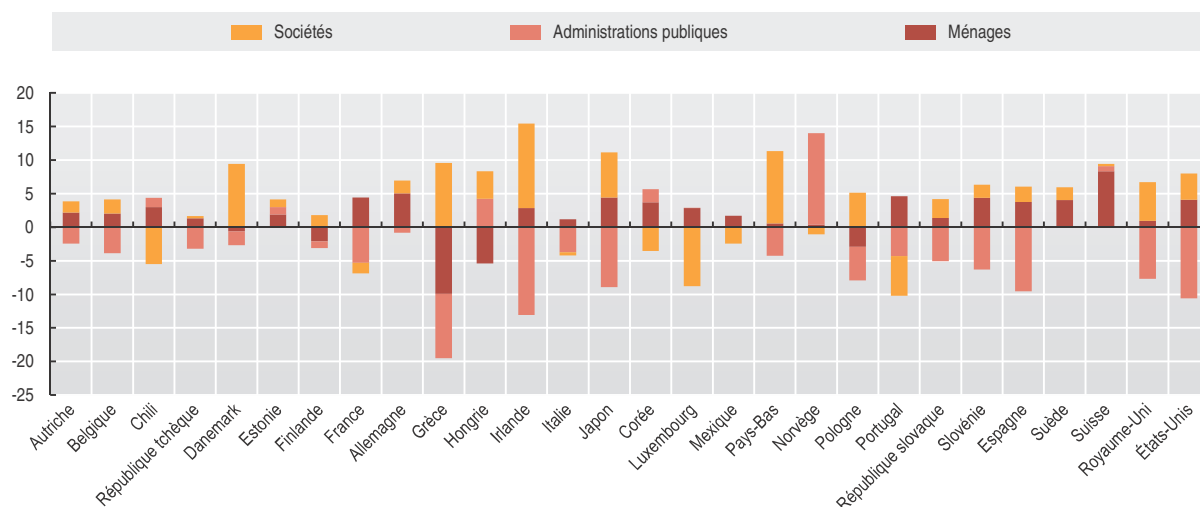
Pourcentage du PIB

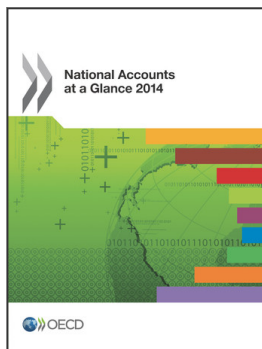
	Total			Sociétés			Administrations publiques			Ménages		
	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011
Allemagne	-0.2	6.5	6.1	-1.7	2.2	1.9	-3.1	-1.7	-0.8	4.6	5.9	5.0
Australie	-2.6	-5.5	..	0.3	-4.8	..	-0.6	1.3	-4.2	-2.3	-2.2	..
Autriche	-1.0	3.0	1.4	-3.9	-0.4	1.7	-0.2	-1.7	-2.4	3.0	5.1	2.1
Belgique	4.1	3.4	0.3	-2.1	0.6	2.1	0.4	0.3	-3.9	5.9	2.5	2.0
Canada	3.5	1.8	..	2.8	2.9	..	0.7	1.6	..	0.0	-2.7	..
Chili	..	..	-1.2	..	..	-5.5	..	..	1.3	..	..	3.0
Corée	1.7	0.8	2.1	-2.8	-8.3	-3.5	4.3	3.9	2.0	0.2	5.2	3.7
Danemark	3.1	3.0	6.8	2.4	1.7	9.4	1.2	5.0	-2.0	-0.4	-3.8	-0.6
Espagne	-3.5	-8.4	-3.5	-3.6	-8.1	2.3	-0.6	2.4	-9.6	0.6	-2.6	3.7
Estonie	-4.8	-13.6	4.4	-4.1	-4.9	1.1	-0.1	2.5	1.1	-0.7	-11.2	1.9
États-Unis	-2.5	-4.2	-2.6	-1.6	0.5	3.9	-1.4	-3.0	-10.6	0.5	-1.7	4.1
Finlande	8.5	4.7	-1.3	5.1	4.6	1.8	5.1	4.1	-1.0	-1.7	-3.9	-2.1
France	1.3	-0.8	-2.5	-1.1	-1.6	-1.6	-1.7	-2.4	-5.3	4.1	3.1	4.4
Grèce	..	-11.5	-9.8	..	3.9	9.6	-4.5	-6.0	-9.6	..	-9.4	-9.9
Hongrie	-5.2	-6.9	2.9	-3.2	-0.6	4.1	-4.1	-9.5	4.2	2.2	3.1	-5.4
Irlande	..	-3.6	1.1	..	3.9	12.6	1.0	2.9	-13.1	..	-10.1	2.9
Islande	..	..	..	..	..	..	-0.7	6.3	-5.6	..	..	..
Israël	-1.0	5.4	4.2	..	..	..	-6.4	-2.7	-4.4	..	..	..
Italie	0.4	-1.4	-3.0	-0.5	-1.4	-0.5	-3.2	-3.4	-3.7	4.1	3.5	1.2
Japon	1.2	3.6	2.2	3.7	4.0	6.7	..	-1.3	-8.9	3.5	0.9	4.4
Luxembourg	..	1.9	-5.9	..	-0.5	-8.8	6.1	1.4	0.1	..	1.0	2.8
Mexique	..	-0.5	-0.7	..	-2.9	-2.3	..	0.2	-0.1	..	2.2	1.7
Norvège	16.1	16.4	12.7	3.5	1.0	-1.1	13.3	18.3	13.6	-0.7	-3.0	0.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	5.0	8.7	7.0	3.7	9.5	10.8	-0.3	0.5	-4.3	1.6	-1.3	0.5
Pologne	-2.4	-3.1	-2.8	-3.4	-1.2	5.1	-5.3	-3.6	-5.0	6.3	1.8	-2.9
Portugal	-9.0	-9.5	-5.6	-6.5	-6.4	-5.9	-4.8	-4.6	-4.3	2.3	1.5	4.6
République slovaque	-7.2	-7.9	-0.9	-0.8	-2.6	2.8	-6.5	-3.2	-5.1	0.1	-2.1	1.4
République tchèque	-4.3	-2.1	-1.6	-0.6	-1.1	0.3	-5.6	-2.4	-3.2	1.8	1.4	1.3
Royaume-Uni	-2.2	-2.8	-1.2	-2.2	3.9	5.8	0.4	-2.8	-7.7	-0.4	-3.8	1.0
Slovénie	-0.3	-2.8	0.0	-2.0	-7.0	1.9	-4.0	-1.4	-6.3	5.6	5.6	4.4
Suède	4.9	7.3	6.1	0.0	4.0	1.9	1.6	2.2	0.0	2.9	0.6	4.0
Suisse	8.2	13.1	9.2	2.2	8.1	0.4	-0.4	0.5	0.7	7.2	6.2	8.3
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	0.8	-0.8	..	..	..
Zone euro	..	..	..	..	..	..	-2.0	-1.4	-4.1	3.0	2.0	2.8
OCDE-Total	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	0.3	-5.3	-3.4	1.7	-2.2	1.6	-2.0	-1.4	-5.6	0.6	-1.7	0.6
Chine	1.9	5.7	2.1	-4.4	-9.1	-15.4	-6.7	0.9	1.8	13.0	14.0	15.7
Fédération de Russie	..	9.6	4.1	..	-1.9	-5.4	..	8.3	4.2	..	3.1	5.3
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933093424>

Graphique 7.1. Capacité/besoin de financement par secteur institutionnel

Pourcentage du PIB, 2011

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933092474>



Extrait de :
National Accounts at a Glance 2014

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/na_glance-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Capacité/besoin de financement », dans *National Accounts at a Glance 2014*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/na_glance-2014-10-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.